

MCPHY ENERGY
Rapport financier semestriel
30 juin 2019

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF (K EUR)	NOTES	30/06/2019	31/12/2018
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition	3.1	2 487	2 487
Immobilisations incorporelles	3.1	146	141
Immobilisations corporelles	3.2	3 374	2 431
Autres actifs		443	419
Actifs d'impôts différés	3.6	50	52
TOTAL		6 501	5 530
ACTIFS COURANTS			
Stocks	3.3	2 163	2 163
Clients et autres débiteurs	3.4	9 272	6 601
Actifs d'impôts exigibles	3.4	308	729
Actifs financiers	3.5	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.5	8 603	14 895
TOTAL		20 345	24 388
TOTAL ACTIFS		26 846	29 918
PASSIF (K EUR)	NOTES	30/06/2019	31/12/2018
Capital		1 757	1 754
Primes d'émission		24 248	31 218
Actions propres		(153)	(68)
Résultats accumulés non distribués		(14 188)	(17 221)
CAPITAUX PROPRES GROUPE		11 663	15 682
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES		11 663	15 682
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions - part à plus d'un an	3.7	575	579
Emprunts et dettes financières - part à plus d'un an	3.8	5 704	5 150
Autres créditeurs	3.9	-	-
Passifs d'impôts différés	3.6	511	488
TOTAL		6 790	6 217
PASSIFS COURANTS			
Provisions - part à moins d'un an	3.7	512	783
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	3.8	1 134	777
Fournisseurs et autres créditeurs	3.9	3 582	4 166
Autres passifs courants	3.9	3 165	2 293
Impôt courant	3.9	-	-
TOTAL		8 392	8 019
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		26 846	29 918

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

K EUR	NOTES	S1-2019	S1-2018	2018
Chiffre d'affaires	3.10	4 316	3 507	7 950
Autres produits de l'activité	3.11	380	527	1 138
PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES		4 696	4 034	9 088
Achats consommés		(1 847)	(1 840)	(4 349)
Variation des stocks de produits en cours et finis		35	(95)	(203)
Charges de personnel		(3 554)	(3 058)	(6 120)
Charges externes		(2 962)	(2 314)	(5 517)
Impôts et taxes		(50)	(149)	(203)
Dotations aux amortissements	3.12	(679)	(518)	(886)
Dotations aux provisions	3.12	308	(17)	(1 203)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(4 052)	(3 958)	(9 392)
Autres produits et charges opérationnels		(38)	(36)	(46)
RESULTAT OPERATIONNEL		(4 091)	(3 994)	(9 438)
Produits de trésorerie et équivalents		37	89	100
Coût de l'endettement financier brut		(73)	(142)	(136)
Coût de l'endettement financier net		(35)	(53)	(36)
Charge d'impôt sur le résultat	3.13	(40)	(34)	(65)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net des activités ordinaires poursuivies		(4 166)	(4 080)	(9 538)
Résultat des activités abandonnées		-	-	-
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(4 166)	(4 080)	(9 538)
Dont actionnaires de l'entité mère		(4 166)	(4 080)	(9 538)
Dont intérêts minoritaires		-	-	-
Résultat net par action - part du groupe	3.14	(0,28)	(0,37)	(0,75)
Résultat net dilué par action - part du groupe	3.14	(0,28)	(0,37)	(0,75)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(4 166)	(4 080)	(9 538)
Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraite		-	-	(9)
Ecart de conversion		84	71	73
Impôts différés reconnus en capitaux propres		-	-	2
Autres éléments du résultat global		84	71	67
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE		(4 082)	(4 009)	(9 472)

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

K EUR	S1-2019	S1-2018 [▼]	2018
RESULTAT NET DE LA PERIODE	(4 166)	(4 080)	(9 538)
Dotations nettes aux amortissements & provisions	357	527	2 073
Autres produits et charges calculés	64	26	155
Plus et moins-values de cession	13	9	15
Quote-part de résultat liée aux sociétés mise en équivalence	-	-	-
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT APRES COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT	(3 731)	(3 519)	(7 294)
Coût de l'endettement financier net	3	53	36
Charge d'impôt	40	34	65
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT	(3 688)	(3 432)	(7 193)
Impôts versés	(9)	(11)	(10)
Diminution (augmentation) des Stocks	0	(105)	321
Diminution (augmentation) des Clients	(2 617)	(657)	(485)
Diminution (augmentation) des Autres débiteurs	343	1 259	62
Augmentation (diminution) des Fournisseurs	(584)	(665)	(153)
Augmentation (diminution) des Autres créditeurs	871	(220)	443
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	(5 683)	(3 832)	(7 015)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(28)	(12)	(16)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(139)	(313)	(359)
Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	584	584
Incidence variations de périmètres	-	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	(167)	259	210
Sommes reçues augmentation de capital (net des frais d'augmentation de capital)	111	18 871	18 744
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	98	1 175	1 000
Remboursements d'emprunts	(650)	(2 343)	(2 291)
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(442)	17 704	17 453
Incidence des variations de cours des devises			
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(6 292)	14 131	10 648
TRESORERIE A L'OUVERTURE	14 895	4 248	4 248
TRESORERIE A LA CLOTURE	8 603	18 379	14 895

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés non distribués	Actions propres	Ecart de conversion	Autres réserves	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2018	10 709 580	1 285	22 334	(17 692)	(92)	53	472	6 359	-	6 359
Imputation pertes antérieures	-	-	(9 217)	9 217	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital réservé	3 137 250	376	14 738	-	-	-	-	15 114	-	15 114
Exercice de bons d'émission d'actions	635 000	76	3 096	-	-	-	-	3 172	-	3 172
Exercice de bons de souscription d'actions	119 000	14	571	-	-	-	-	585	-	585
Coût des paiements en actions	-	-	-	-	-	-	140	140	-	140
Autres variations	-	-	(175)	-	-	-	175	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(21)	-	(21)	-	(21)
Résultat de la période	-	-	-	(4 080)	-	-	-	(4 080)	-	(4 080)
Variation des actions propres	-	-	-	-	(61)	-	43	(18)	-	(18)
Situation au 30 juin 2018	14 600 830	1 752	31 346	(12 555)	(153)	32	830	21 252	-	21 252
Imputation pertes antérieures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	(189)	-	-	-	-	(189)	-	(189)
Exercice de bons d'émission d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exercice de bons de souscription d'actions	12 477	1	59	-	-	-	-	61	-	61
Coût des paiements en actions	-	-	-	-	-	-	21	21	-	21
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	19	(46)	(27)	-	(27)
Résultat de la période	-	-	-	(5 458)	-	-	-	(5 458)	-	(5 458)
Variation des actions propres	-	-	-	-	85	-	(63)	22	-	22
Situation au 31 décembre 2018	14 613 307	1 754	31 217	(18 013)	(68)	51	742	15 682	-	15 682
Imputation pertes antérieures	-	-	(7 077)	7 077	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exercice de bons d'émission d'actions	25 000	3	108	-	-	-	-	111	-	111
Exercice de bons de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût des paiements en actions	-	-	-	-	-	-	67	67	-	67
Autres variations	-	-	-	-	-	-	(11)	(11)	-	(11)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(31)	11	(20)	-	(20)
Résultat de la période	-	-	-	(4 166)	-	-	-	(4 166)	-	(4 166)
Variation des actions propres	-	-	-	-	(14)	-	14	-	-	-
Situation au 30 juin 2019	14 638 307	1 757	24 247	(15 101)	(82)	20	823	11 663	-	11 663

MCPHY ENERGY

INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

AU 30 JUIN 2019

1 INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

McPhy Energy est une société anonyme de droit français qui a été constituée en 2007. Spécialiste des équipements de production et distribution d'hydrogène, le Groupe contribue au déploiement mondial de l'hydrogène propre comme solution pour la transition énergétique, dans les secteurs de l'industrie, la mobilité et l'énergie.

Concepteur, fabricant et intégrateur d'équipements hydrogène, McPhy dispose de trois centres de développement, ingénierie et production en Europe (France, Italie, Allemagne). Ses filiales à l'international assurent une large couverture commerciale à ses solutions hydrogène innovantes.

La Société, dont le siège social est sis 1115, route de Saint-Thomas, La Riétière, 26190 La Motte-Fanjas, est cotée à Paris sur le compartiment C d'Euronext Paris.

Les informations communiquées en annexe aux comptes consolidés font partie intégrante des états financiers consolidés de McPhy Energy au 30 juin 2019 arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 juillet 2019.

1.1 Faits marquants de la période

McPhy a déposé le brevet de la station hydrogène « Augmented McFilling » qui mutualise les fonctions de compression, stockage, refroidissement et distribution dans les véhicules. L'architecture unique est pilotée par la supervision logicielle intelligente de McPhy, et rend la station dynamiquement reconfigurable pour délivrer l'hydrogène au meilleur coût tout en assurant la continuité de service et un taux de disponibilité maximal.

En juin, le Syndicat mixte des transports Artois-Gohelle (SMT-AG), Région Hauts de France, a inauguré la première station en France destinée à l'avitaillement de bus à hydrogène. Les technologies McPhy équipent l'intégralité de la chaîne de production, de stockage et de distribution d'hydrogène propre. Véritable première en France, cette ligne de bus 100 % hydrogène et sa station dédiée sont précurseurs de la révolution « mobilité zéro émission », qui se généralise en France, en Europe et à l'échelle mondiale.

1.2 Evénements postérieurs à la clôture

Dans le cadre du projet de démonstration PUSHY qui a été lancé en 2011 et s'est terminé en 2016, McPhy a bénéficié d'avances remboursables sous condition de succès. Il en résulte que les technologies développées dans le cadre du projet n'ont pas rencontrées de succès commercial, les barrières techniques restent importantes et le modèle économique n'est pas satisfaisant.

McPhy a reçu en juillet 2019, la notification de BPI France Financement l'informant de l'abandon du remboursement de la dette qui figure au bilan pour 3,5 M€ (dont 0,4 M€ d'actualisation de dette).

En contrepartie, McPhy s'est engagé à rembourser 27 K€ perçus en trop au titre des avances remboursables et a renoncé aux 136 K€ de subventions auxquelles elle pouvait prétendre.

2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

2.1 Cadre comptable

Les états financiers ont été établis sur la base des comptes individuels arrêtés au 30 juin 2019. Les comptes semestriels consolidés résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et notamment l'amendement IAS 34.

Ces états financiers n'incluent pas l'exhaustivité des informations requises pour une clôture annuelle, mais une sélection de notes explicatives, ils doivent être lus en relation avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2018.

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2018, disponibles sur le site internet de la Commission Européenne : https://ec.europa.eu/commission/index_fr.

Les principes et méthodes comptables utilisés pour la préparation des comptes semestriels consolidés résumés sont identiques à ceux retenus pour la clôture annuelle au 31 décembre 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS endossés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2019.

A part IFRS 16 qui concerne les contrats de location, les normes, amendements et interprétations IFRS suivants, d'application obligatoire au 30 juin 2019, n'ont pas eu d'impact significatif dans les comptes :

Amendements IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Clarifications sur l'application de l'exemption de consolidation
Amendements IAS 7 - Informations liées aux activités de financement
Amendements IAS 12 - Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes
Amendements IAS 40 – Transferts d'immeuble de placement
IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients
Clarifications d'IFRS 15
Amendement IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes
IAS 1 – Amélioration des informations à fournir en annexe
IAS 16 et IAS 38 – Eclaircissement sur les modes d'amortissements acceptables
IAS 19 - Régimes à prestations définies : cotisation des membres du personnel
Amendements IAS 27 - Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels
Améliorations annuelles, cycle 2012-2014 et cycle 2014-2016
IFRS 16 – Locations

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations qui seront d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020 ou postérieurement, étant précisé que le Groupe analyse actuellement les impacts potentiels de leur entrée en vigueur.

Utilisation d'estimations

L'élaboration des états financiers conformément aux normes IFRS requiert l'utilisation d'un certain nombre d'estimations comptables. Les principales sources d'estimation et de jugement comptable significatifs concernent :

- Provision départ en retraite : nous avons estimé que l'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite n'était pas significative, y compris l'impact des écarts actuariels, le calcul est effectué à la clôture annuelle.
- La charge d'impôt (courante et différée) sur les résultats pour les comptes intermédiaires est calculée en appliquant au résultat comptable de la période une estimation du taux effectif annuel moyen cohérente avec l'évaluation annuelle des impôts.
- Les comptes de McPhy Energy Northern America Corp. étant peu significatifs au regard de la consolidation du Groupe, le résultat semestriel intégré a été estimé au 30 juin 2019.

2.2 Contrats de location

Les contrats de location tels que définis par la norme IFRS 16 "Contrats de location", sont comptabilisés au bilan, ce qui se traduit par la constatation :

- D'un actif qui correspond au droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat ;
- D'un passif au titre de l'obligation de paiement.

Ne sont pas éligibles à un traitement comptable selon la norme IFRS 16, les contrats ou les actifs qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Contrats qui n'excèdent pas douze mois, option de renouvellement économiquement incitatives comprises.
- Contrats avec option d'achat sont exclus de cette catégorie.
- Actif utilisable seul (ou avec des ressources facilement disponibles) ni dépendant, ni fortement lié, à d'autres actifs.
- Valeur à neuf de l'actif sous-jacent faible sur une base absolue (<5 K€ à neuf)

Evaluation du droit d'utilisation des actifs

A la date de prise d'effet d'un contrat de location, le droit d'utilisation est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial du passif auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- le cas échéant, les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat. Il s'agit des coûts marginaux qui n'auraient pas été engagés si le contrat n'avait pas été conclu ;
- les coûts estimés de remise en état et de démantèlement du bien loué selon les termes du contrat. A la date de comptabilisation initiale du droit d'utilisation, le preneur ajoute à ces coûts, le montant actualisé de la dépense de remise en état et/ou de démantèlement en contrepartie d'un passif ou d'une provision de restitution.

Le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité des actifs sous-jacents (durée du contrat de location).

Evaluation de la dette de loyer

A la prise d'effet du contrat, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de la dette sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers fixes en substance, en ce que, même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, ils sont en substance inévitables).
- les loyers variables indexés en retenant le taux ou l'index à la date de prise d'effet du contrat ;

- les paiements à effectuer par le preneur en vertu d'une garantie de valeur résiduelle ;
- les pénalités à verser en cas d'exercice d'une option de résiliation ou de non-renouvellement du contrat, si la durée du contrat a été déterminée en faisant l'hypothèse que le preneur l'exercerait.

Les charges d'intérêts de la période ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, et encourus au cours de la période considérée, sont comptabilisés en charges financières.

Par ailleurs, la dette peut être réévaluée dans les situations suivantes :

- révision de la durée de location ;
- modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ;
- réestimation relative aux garanties de valeur résiduelle ;
- révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l'ajustement des loyers a lieu.

Typologie des contrats de location capitalisés

- Contrats de location "Biens immobiliers"

La Société a identifié des contrats de location au sens de la norme pour les locations de bâtiments de bureaux et de bâtiments propres à l'activité de recherche et développement. La durée de location correspond à la période non résiliable du contrat, les contrats ne comprennent pas d'options de renouvellement.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour l'ensemble des biens, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat. Ce taux correspond au taux d'intérêt qu'obtiendrait le preneur, au commencement du contrat de location, pour emprunter sur une durée, une garantie et un environnement économique similaires, les fonds nécessaires à l'acquisition de l'actif. Ce taux a été obtenu par la banque de la Société et est spécifique à l'objet du financement, au montant du crédit, à la nature du crédit, et la durée du crédit.

- Contrats de location "Autres actifs"

Les principaux contrats de location identifiés correspondent aux véhicules et à un contrat de location de matériel. La durée de capitalisation des loyers de location correspond à la période non résiliable du contrat, les contrats ne comprennent pas d'options de renouvellement.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour l'ensemble des biens, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat. (Cf. paragraphe "Biens immobiliers" pour la détermination du taux d'endettement marginal).

Typologie des contrats de location non capitalisés

- Contrats de location de courte durée

Ces contrats ont une durée inférieure ou égale à douze mois. Au sein de la Société, il s'agit principalement de contrats qui portent sur des locations de surfaces de stockage pour lesquels il existe une option de résiliation réciproque dans le respect d'un préavis inférieur ou égal à douze mois.

- Contrats de location portant sur des actifs de faible valeur

Ces contrats concernent des locations pour lesquelles la valeur à neuf des actifs est inférieure ou égale à 5 000 euros. Au sein de la Société, il s'agit notamment des contrats qui portent sur des locations d'imprimantes et de téléphones portables.

2.3 Conversion des éléments en devises

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La comptabilité est tenue dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés du Groupe, c'est-à-dire la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond généralement à la monnaie locale. Les comptes consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société consolidante, McPhy Energy S.A.

Transactions libellées en devises

L'activité des filiales étrangères comprises dans le périmètre de consolidation est considérée comme un prolongement de celle de la maison mère. A cet effet, les comptes des filiales sont convertis en utilisant la méthode du cours historique. L'application de cette méthode aboutit à un effet comparable à celui qui aurait été constaté sur la situation financière et le résultat si la société consolidante avait exercé en propre l'activité à l'étranger. A la date de clôture, les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de la devise étrangère à la date de clôture, tandis que les produits et charges de la période sont convertis au cours moyen. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique. Les écarts de change sur les éléments monétaires qui constituent une créance à recevoir ou une dette payable à un établissement étranger, dont le règlement n'est ni planifié, ni probable et qui constitue une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger sont comptabilisés directement en capitaux propres, en écarts de conversion, et reclassés des capitaux propres au résultat net lors du remboursement des éléments monétaires.

Les cours retenus pour les principales devises sont les suivants (monnaies hors zone euro) :

<i>Cours indicatif EUR contre devises</i>		<i>Cours moyen S1-2019</i>	<i>Cours moyen S1-2018</i>	<i>Cours moyen 2018</i>	<i>Cours de clôture 30/06/19</i>	<i>Cours de clôture 31/12/18</i>
Dollar singapourien	SGD	1,537	1,606	1,592	1,534	1,560
Dollar américain	USD	1,137	1,211	1,180	1,129	1,144

3 NOTES SELECTIONNEES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES

A. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ecart acquisition	Concessions Brevets licences	Autres	Total
Au 31 décembre 2018	2 487	817	-	3 304
Acquisitions	-	23	-	23
Cessions	-	(1)	-	(1)
Autres variations	-	(17)	-	(17)
Au 30 juin 2019	2 487	822	-	3 309
Amortissements cumulés et dépréciations				
Au 31 décembre 2018	-	676	-	676
Amortissements de la période	-	42	-	42
Autres variations	-	(42)	-	(42)
Au 30 juin 2019	-	676	-	676
Valeurs nettes au 30 juin 2019	2 487	146	-	2 633

L'écart d'acquisition n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture. La Société n'a pas identifié d'indice de perte de valeur au 30 juin 2019.

3.2 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrain et constructions	Matériel et Outillage	Autres corporels	Total
Au 31 décembre 2018	518	6 895	1 737	9 150
Acquisitions	-	90	49	139
Ouverture locations (IFRS 16)	1 296	16	130	1 442
Cessions	-	-	-	-
Virement interne	-	(29)	(3)	(32)
Au 30 juin 2019	1 814	6 972	1 913	10 699
Amortissements cumulés et dépréciations				
Au 31 décembre 2018	153	5 414	1 153	6 720
Amortissements de la période	16	255	96	367
Amortissements locations (IFRS 16)	227	5	23	255
Cessions	-	(20)	3	(17)
Autres variations	-	-	-	-
Au 30 juin 2019	396	5 654	1 275	7 325
Valeurs nettes au 30 juin 2019	1 418	1 318	638	3 374

Les acquisitions de la période sont impactées pour 1 442 K€ du retraitement IFRS 16.

Les locations dont la durée du contrat est inférieure à un an ou dont le montant annuel est inférieur à 5k\$ n'ont pas fait l'objet du retraitement IFRS 16 et représentent à titre indicatif un montant de 95 K€

3.3 Stocks et en-cours de production

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>30/06/19</u>	<u>31/12/18</u>
Matières Premières et autres approvisionnements	1 749	1 798
En-cours de production et services	411	190
Produits Finis	559	745
Valeur Brute	2 719	2 733
Provisions	(556)	(570)
Valeur Nette	2 163	2 163

3.4 Clients et autres actifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>30/06/19</u>	<u>31/12/18</u>
Clients et comptes rattachés	7 280	4 663
Etat et autres organismes	1 738	1 849
Charges constatées d'avances	128	96
Divers	739	1 028
Valeur Brute	9 887	7 636
Provisions	(307)	(307)
Valeur Nette	9 580	7 329

3.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>30/06/19</u>	<u>31/12/18</u>
Dépôts à court terme (1)	8 599	14 892
Disponibilités et assimilés	4	3
Concours bancaires courants	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 603	14 895
Investissements financiers	-	-
Trésorerie et investissements	8 603	14 895

(1) Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché.

3.6 Impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au bilan		Au compte de résultat	
	<u>30/06/19</u>	<u>31/12/18</u>	<u>30/06/19</u>	<u>31/12/18</u>
Déficits reportables	-	-	-	-
Différences fiscales temporelles	11	14	(3)	(17)
Retraitements de consolidation	38	38	-	1
Total impôts différés actifs	50	52	(3)	(16)
Différences fiscales temporelles	(444)	(412)	(32)	(63)
Autres retraitements de consolidation	(67)	(76)	5	23
Total impôts différés passifs	(511)	(488)	(27)	(40)
Total impôts différés passifs (nets)	(461)	(436)	(30)	(56)

En application d'IAS 12, les actifs et les passifs d'impôts différés sont compensés lorsque l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs, et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent de natures d'impôt levés par la même autorité fiscale. Compte tenu de l'incertitude sur le calendrier futur d'utilisation des déficits reportables, la Société n'a pas constaté d'impôts différés sur les entités ayant supporté des pertes fiscales. Cette créance fiscale latente générera un allègement de l'éventuelle future charge d'impôt.

3.7 Provisions pour risques et charges

<i>(en milliers d'euros)</i>	Soldes 31/12/18	Dotations	Utilisations	Reprises non utilisées	Autres Variations	Soldes 30/06/19
Litiges	76	-	(65)	-	-	11
Pensions et départs en retraite	126	-	-	-	-	126
Autres risques et charges	1 159	215	(424)	-	-	950
Provisions risques et charges	1 361	215	(489)	-	-	1 087
Non-courant	579	57	(60)	-	-	575
Courant	783	158	(429)	-	-	512
Provisions risques et charges	1 362	215	(489)	-	-	1 087

3.8 Emprunts et dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/18	Emission	Remb.	Reclass.	30/06/19
Emprunts bancaires	1 015	-	-	(203)	812
Avances remboursables conditionnées	3 642	99	-	-	3 741
Dettes financières crédit-bail	494	-	-	(126)	368
Contrats de location	-	784	-	-	784
Dettes financières non courantes	5 150	883	-	(329)	5 704
Emprunts bancaires	507	-	(252)	203	458
Avances remboursables conditionnées	-	-	-	-	-
Dettes financières crédit-bail	270	-	(147)	126	249
Contrats de location	-	677	(251)	-	427
Dettes financières courantes	777	677	(650)	329	1 134
Total emprunts et dettes financières	5 927	1 560	(650)	0	6 838

En application d'IFRS 16 concernant le retraitement lié aux contrats de location, les dettes ont augmenté de 1 210 K€ (dont 427 K€ à moins d'un an).

3.9 Fournisseurs et autres créditeurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/19	31/12/18
Fournisseurs	3 582	4 166
Subventions	222	249
Dettes fiscales et sociales	2 381	1 502
Autres dettes	141	175
Produits constatés d'avance	420	366
Fournisseurs et autres créditeurs	6 747	6 459

B. NOTES SELECTIONNEES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.10 Ventilation du chiffre d'affaires par destination géographique

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique présentée ci-dessous est effectuée en fonction du pays du client facturé.

<i>(en milliers d'euros)</i>	S1-19		S1-18		2018	
Europe	3 423	79%	2 581	74%	6 804	86%
Moyen Orient, Afrique	743	17%	543	15%	667	8%
Amériques	26	1%	47	1%	46	1%
Asie / Pacifique	124	3%	336	10%	435	5%
Total	4 316	100%	3 507	100%	7 952	100%

3.11 Autres produits de l'activité

<i>(en milliers d'euros)</i>	S1-19	S1-18	2018
Subventions	8	16	295
Crédit d'impôt recherche	268	447	764
Autres produits	104	65	79
Autres produits de l'activité	380	528	1 138

3.12 Amortissements et provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	S1-19	S1-18	2018
Immobilisations incorporelles	42	43	84
Immobilisations corporelles	368	467	786
Locations	256	-	-
Plus et moins valeurs sorties d'immobilisations	13	9	15
	679	518	885
Dotations aux amortissements	679	518	885
Dotations aux provisions	215	248	1 526
Reprises de provisions	(503)	(232)	(389)
Dotations (nettes) opérationnelles courantes	391	534	2 022
Dotations (reprises) non courantes	(20)	-	66
Plus et moins valeurs sorties d'immobilisations	-	-	-
Dotations (nettes) opérationnelles	371	534	2 088

3.13 Impôts sur les résultats

La charge d'impôts constatée résulte de la prise en compte de :

<i>(en milliers d'euros)</i>	S1-19	S1-18	2018
Impôt à payer au titre de l'exercice	(9)	(11)	(10)
Impôts différés	(30)	(23)	(55)
Charge d'impôts	(40)	(34)	(65)

3.14 Résultat par action

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode du rachat d'action. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le montant théorique d'action qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

(en unité à l'exception du résultat net exprimé en milliers d'euros)

	<u>S1-19</u>	<u>S1-18</u>	<u>2018</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 621 018	11 121 074	12 644 099
Effet dilutif des options	<u>(4 166)</u>	<u>60 408</u>	<u>(60 200)</u>
Nombre d'actions après effet des instruments dilutifs	14 616 852	11 181 482	12 583 899
Résultat net part du groupe	(4 166)	(4 080)	(9 538)
Résultat net de base par action	(0,28)	(0,37)	(0,75)
Résultat net dilué par action	(0,28)	(0,37)	(0,75)

Le nombre d'actions émises et intégralement libérées au 30 juin 2019 s'élève à 14 638 307 actions d'une valeur nominale unitaire de 0,12 €. Le rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au début et en fin de période est présenté dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

C. AUTRES INFORMATIONS

3.15 Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Sociétés	Pays	30/06/19	31/12/18	Notes
Sociétés consolidées par intégration globale				
McPhy Energy S.A.	France	Mère	Mère	Conception, fabrication et commercialisation
McPhy Energy Italia Sprl	Italie	100%	100%	Conception, fabrication et commercialisation
McPhy Energy Deutschland GmbH	Allemagne	100%	100%	Ingénierie et commercialisation
McPhy Energy Northern America Corp.	USA	100%	100%	Commercialisation
McPhy Energy Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100%	100%	Commercialisation
Sociétés consolidées par mise en équivalence				
McPhy Waterfuel Energy Equipment LLC	E.A.U.	10%	10%	Commercialisation

3.16 Effectifs

Les effectifs de la Société et de ses filiales consolidées par intégration globale s'élèvent à 92 personnes au 30 juin 2019 (86 personnes au 31/12/2018).

3.17 Transactions entre les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement au Groupe McPhy, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans le Groupe.

Ces transactions sont effectuées à des conditions normales de marché. Le Groupe n'a pas recensé d'opération entrant dans le cadre de la norme IAS 24 sur la période.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

I. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Augmented McFilling

McPhy a déposé le brevet de la station hydrogène « Augmented McFilling » qui mutualise les fonctions de compression, stockage, refroidissement et distribution dans les véhicules. L'architecture unique est pilotée par la supervision logicielle intelligente de McPhy, et rend la station dynamiquement reconfigurable pour :

- délivrer l'hydrogène au meilleur coût tout en assurant la continuité de service et un taux de disponibilité maximal ;
- une infinité de scénarios d'usages et une adaptation en temps réel aux besoins des clients, sans limite de capacité ;
- une parfaite adéquation avec les besoins massifs en hydrogène induits par la nécessaire décarbonation des transports lourds et « grands rouleurs » (trains, camions, bus).

Inauguration de la première station en France destinée à l'avitaillement de bus à hydrogène

En présence des partenaires du projet, le Syndicat mixte des transports Artois-Gohelle (SMT-AG) a inauguré le 21 juin, à Houdain, région Hauts de France, la première station destinée à l'avitaillement de bus à hydrogène en France.

Les technologies McPhy équipent l'intégralité de la chaîne de production, de stockage et de distribution d'hydrogène propre.

Véritable première en France, cette ligne de bus 100 % hydrogène et sa station dédiée sont précurseurs de la révolution « mobilité zéro émission », qui se généralise en France, en Europe et à l'échelle mondiale.

II. COMMENTAIRES SUR LES DONNEES CHIFFREES CONSOLIDEES

– Normes IFRS - en M€	S1 2019	S1 2018	Rappel 2018
Chiffre d'affaires	4,3	3,5	8,0
Autres produits de l'activité	0,4	0,5	1,1
Produits des activités courantes	4,7	4,0	9,1
Consommation de matières	(1,8)	(1,9)	(4,6)
Charges de personnel	(3,5)	(3,1)	(6,1)
Autres charges opérationnelles	(3,0)	(2,5)	(5,7)
Dotations aux amortissements et provisions	(0,4)	(0,5)	(2,1)
Résultat opérationnel courant	(4,1)	(4,0)	(9,4)
Autres produits et charges non courants	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Coût de l'endettement financier net	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Charge d'impôt sur le résultat	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Résultat net	(4,2)	(4,1)	(9,5)

1. Activité commerciale

Le premier semestre a été porteur pour McPhy avec plus de 5 millions d'euros d'engagements de commandes.

McPhy a enregistré, auprès du SIEGE 27 et du SDEC Energie, une commande pour accompagner le déploiement de la mobilité hydrogène dans l'Eure et le Calvados avec 6 stations pour le projet EAS-HyMob Normandie. Ces stations sont les premières de ce plan et porte à 21 le nombre de stations McFilling installées ou en cours d'installation représentant un potentiel quotidien de 64 500 km de mobilité zéro émission.

McPhy a également enregistré une commande pour un électrolyseur de 40kg/j à 30 bar qui sera livré cette année. Il est destiné à équiper une station hydrogène qui va être construite par ATAWAY et installée à Chambéry dans le cadre du projet « Zero Emission Valley » d'Auvergne-Rhône-Alpes.

En ce qui concerne le marché Energie, McPhy a reçu le premier paiement pour une application Power to Power en Allemagne pour l'installation d'un McLyzer 400-30. Il s'agit du premier McLyzer 400-30 intégrant les électrodes haute densité de courant de McPhy, codéveloppées avec son partenaire industriel De Nora. Cette installation d'une puissance de 2 MW porte désormais à 16 MW l'électrolyseur grande puissance déjà en référence chez McPhy.

McPhy a reçu une commande de la Météorologie Nationale du Bangladesh pour 11 électrolyseurs de la gamme PIEL qui ont été livrés en juin. Ces électrolyseurs seront utilisés pour gonfler des ballons sondes météo. L'ampleur de cette commande représente un record pour la gamme PIEL de McPhy.

(en milliers d'euros)

	S1-19		S1-18		2018	
Europe	3 423	79%	2 581	74%	6 804	86%
Moyen Orient, Afrique	743	17%	543	15%	667	8%
Amériques	26	1%	47	1%	46	1%
Asie / Pacifique	124	3%	336	10%	435	5%
Total	4 316	100%	3 507	100%	7 952	100%

Le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 4,3 M€ sur le premier semestre 2019, contre 3,5 M€ sur la même période l'année précédente, soit une augmentation de 23%.

(en milliers d'euros)

	S1-19		S1-18		2018	
Europe	3 423	79%	2 581	74%	6 804	86%
Moyen Orient, Afrique	743	17%	543	15%	667	8%
Amériques	26	1%	47	1%	46	1%
Asie / Pacifique	124	3%	336	10%	435	5%
Total	4 316	100%	3 507	100%	7 952	100%

2. Résultats consolidés

Les autres produits d'activité s'élèvent à 0,4 M€, en ligne avec le niveau observé au premier semestre 2018 (0,5 M€). Ce montant s'explique principalement par 0,3 M€ de crédit d'impôt recherche.

La marge brute sur consommation de matières est en augmentation de 13 points (58 % sur S1-19 contre 45 % sur S1-18). Ce niveau de marge élevé est absorbé par la hausse des charges externes (3,0 M€ sur S1-19 contre 2,5 M€ sur S1-18) qui s'explique principalement par les surcoûts engendrés par le projet SMT-AG (première référence pour McPhy et pour le marché français de station destinée à l'avitaillement de bus 100% hydrogène).

Les charges de personnel se sont élevées à 3,5 M€ sur le premier semestre, soit une augmentation de 0,4 M€ par rapport à S1-2018 qui est en lien avec l'évolution de l'effectif. L'effectif est passé de 82 personnes au 30 juin 2018, à 86 personnes au 31 décembre 2018 et 92 personnes au 30 juin 2019. L'effectif moyen pondéré s'élève à 90 personnes au S1-19 contre 79 personnes sur la même période l'année précédente.

L'effort de R&D s'est élevé à 1,5 M€ sur la période (1,6 M€ au S1-2018). Nettes de l'effet du crédit d'impôts, ces dépenses sont stables par rapport à la même période l'année précédente.

Les dotations aux amortissements et provisions, à hauteur de 0,4 M€, sont pour 0,7 M€ des dotations aux amortissements (dont 0,3 M€ sont des amortissements liés au retraitement IFRS 16) et 0,3 M€ sont des reprises nettes notamment des reprises de provision pour pertes à terminaison.

Au global, la perte opérationnelle courante ressort à 4,1 M€, soit quasi équivalente à la même période en 2018 (perte de 4,0 M€).

La Société n'a pas constaté d'actifs d'impôts différés sur les entités ayant supporté des pertes fiscales. Cette créance fiscale latente génèrera un allègement de l'éventuelle future charge d'impôt.

Après prise en compte du coût de l'endettement financier et de l'impôt, le résultat net s'établit à -4,2 M€, soit une perte nette par action de 0,28 € (contre -0,37 € au S1-18).

3. Autres éléments

L'actif net au 30 juin 2019 s'élève à 11,7 M€, et peut se synthétiser comme suit :

	<u>ACTIF</u>		<u>PASSIF</u>
Goodwill	2,5 M€	Passifs non courants	6,8 M€
Autres actifs non courants	4,0 M€	Passifs courants	8,4 M€
Actifs courants	11,7 M€		
Cash et équivalents	8,6 M€		

L'endettement financier s'élève 6,8 M€, dont 1,8 M€ concernent des retraitements IFRS (crédits-baux et contrats de location) et 3,7 M€ d'avances remboursables dont 3,5 M€ vont être annulés sur juillet suite à la notification de BPI France Financement.

Ci-dessous le tableau des emprunts et dettes financières si cette notification avait été faite avant le 30 juin 2019 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>31/12/18</u>	<u>Emission</u>	<u>Remb.</u>	<u>Annulation</u>	<u>Reclass.</u>	<u>30/06/19</u>
Emprunts bancaires	1 015	-	-	-	(203)	812
Avances remboursables conditionnées	3 642	99	-	(3 498)	-	243
Dettes financières crédit-bail	494	-	-	-	(126)	368
Contrats de location	-	784	-	-	-	784
Dettes financières non courantes	5 150	883	-	(3 498)	(329)	2 206
Emprunts bancaires	507	-	(252)	-	203	458
Avances remboursables conditionnées	-	-	-	-	-	-
Dettes financières crédit-bail	270	-	(147)	0	126	249
Contrats de location	-	677	(251)	-	-	427
Dettes financières courantes	777	677	(650)	0	329	1 134
Total emprunts et dettes financières	5 927	1 560	(650)	(3 498)	0	3 340

Le ratio d'endettement net sur fonds propres (*gearing*) s'établit à -15 % au 30/06/19 contre -57 % au 31/12/18.

Flux de trésorerie et endettement de la société

Les flux de trésorerie et l'évolution relative de la trésorerie de la société peuvent se synthétiser comme suit :

<u>EMPLOIS</u>		<u>RESSOURCES</u>	
Besoin d'autofinancement	3,7 M€	Augmentation capital	0,1 M€
Augmentation du BFR	2,0 M€	Nouveaux emprunts bancaires	0,1 M€
Investissements non financiers	0,2 M€		
Remb. emprunts bancaires	0,1 M€		
<hr/>		<hr/>	
Trésorerie à la clôture	8,6 M€	Trésorerie à l'ouverture	14,9 M€

III. TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Néant

IV. RISQUES ET INCERTITUDES

En dehors des risques mentionnés au chapitre Facteurs de risques du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2019 sous le numéro D. 19-0449, le management de la Société n'a pas identifié de risques ou d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause l'évolution de son activité.

V. EVOLUTION PREVISIBLE

McPhy devrait continuer à poursuivre sa croissance sur le deuxième semestre 2019 avec notamment le soutien et l'appui d'EDF.

VI. ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES

« En tant que responsable du rapport financier semestriel, j'atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de McPhy Energy, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF. »

Pascal MAUBERGER
Président-Directeur Général

VII. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Aux actionnaires de la société McPhy Energy,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Juvigny et Paris – La Défense, le 30 juillet 2019

Les Commissaires aux Comptes

SARL AUDIT EUREX

Philippe TRUFFIER

Deloitte & Associés

Hélène DE BIE